



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

50 000 emplois perdus en Ontario, 25 000 au Québec, 15 000 dans l'Ouest

Les mesures d'austérité proposées par le gouvernement conservateur vont créer 61 000 nouveaux chômeurs dans le secteur privé

Ottawa, le 28 février 2012... Si le gouvernement conservateur va de l'avant avec les compressions annoncées de 8 \$ milliards de ses dépenses lors du prochain budget fédéral, 61 000 travailleurs du secteur privé vont perdre leur emploi, contribuant ainsi à plomber l'économie canadienne.

Selon le modèle analysé par l'ACEP, toutes les régions seraient frappées par des pertes d'emplois, secteurs public et privé confondus : 50 000 seraient perdus en Ontario, 25 000 au Québec et près de 15 000 dans l'Ouest canadien dont près de 8 000 dans une province prospère comme l'Alberta. Une économie déjà fragilisée comme le Nouveau-Brunswick serait lourdement touchée avec des pertes prévues de presque 4 000 emplois.

Par secteurs d'activité, les pertes d'emplois à travers le Canada toucheraient, entre autre, plus de 9 000 travailleurs du secteur des services, plus de 4 400 employés de la restauration, 3 000 personnes travaillant dans la vente en gros et 2 500 travailleurs de la construction.

« Ce modèle développé par Statistique Canada est utilisé depuis des années par les ministères fédéraux, les provinces et les entreprises privées, » explique le président de l'Association canadienne des employés professionnels, Claude Poirier. Il démontre que tous les secteurs de l'économie seront touchés. Des vendeuses, des travailleurs de la construction perdront leur emploi, tout comme des serveuses, des cuisiniers, des comptables, des architectes, des chauffeurs de taxi, des coiffeurs. Pas moins de 116 000 Canadiens perdraient leur emploi, dont 61 000 œuvrant dans le secteur privé. »

Pour en arriver à ces chiffres, l'ACEP a tenu compte des montants de réduction annoncés au cours des dernières semaines par les ministres du gouvernement Harper. Ainsi, selon le modèle utilisé par l'ACEP, avec des réductions de 8 \$ milliards dans les dépenses gouvernementales, le produit intérieur brut du Canada sera amputé de plus de 10 \$ milliards et entraînera la perte de plus de 61 000 emplois dans le secteur privé, en plus de quelque 55 000 emplois du secteur public.

« Le gouvernement annonce des réductions budgétaires importantes comme si le secteur public fédéral évoluait dans un espace différent de l'économie canadienne, » précise le président de l'ACEP, Claude Poirier. « Mais chaque fois que le gouvernement réduit ses dépenses, c'est toute l'économie qui écope. Des dizaines de milliers de Canadiens se retrouveront sans emploi, créant une pression intenable sur l'économie, réduisant leur pouvoir de dépenser tout en contribuant à la hausse du nombre de chômeurs. »

« Le déficit que le gouvernement veut réduire est le résultat direct de ses décisions budgétaires, » ajoute Claude Poirier. « Le gouvernement canadien s'est privé de près de 15 \$ milliards de revenus annuels au cours des dernières années avec la réduction de deux points de pourcentage de la taxe sur les produits et services et la réduction du taux de taxation des entreprises canadiennes. Quel plus mauvais moment pour le gouvernement de réduire ainsi son assiette fiscale, alors que les entreprises canadiennes sont parmi les moins taxées du G-8, » conclut Poirier.

D'autres analyses ont mesuré l'impact d'éventuelles compressions budgétaires. Une étude publiée en janvier par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) indiquait entre autres que ce sont les personnes les plus vulnérables de notre société, autochtones, familles à faible revenu et sans-emplois qui vont subir les contrecoups de ces compressions. Récemment, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) exhortait les gouvernements occidentaux à stimuler la croissance en s'attaquant aux écarts de revenus par une imposition progressive tout en accordant une meilleure protection aux chômeurs. Une route dont semble s'écarter le gouvernement du Canada.

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

-30-

Renseignements : Pierre Lebel, relations avec les médias
613-236-9181 - cel. 613-889-1027
plebel@acep-cape.ca

[Notes explicatives](#)

[Renseignements de base](#)